

« Avènement de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) : enjeux géopolitiques et sécuritaires de la CEDEAO et le Bénin »

Rapport Soirée Politique



Ont participé aux sessions de discussions de la Soirée Politique, les membres du corps diplomatique du Bénin, des universitaires, des experts, partis politiques, des mouvements de jeunesse et les partenaires de la **Friedrich Ebert Stiftung** et un panel d'experts dont : **Honorable Arifari Nassirou BAKO**, Député à l'Assemblée Nationale ; **Mme Nadia NATA**, Experte en Genre et Sécurité ; **Mme Wuldath MAMA**, Experte - Internationaliste.

À la modération, Dr. **Expédit OLOGOU**, Phd - Expert en Gouvernance Politique et Sécurité.

Introduction

Dans le cadre de la promotion d'un **dialogue politique inclusif** et de la contribution aux débats publics sur les enjeux socio-économiques, politiques et sécuritaires en Afrique de l'Ouest et au Bénin, la **Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)** a initié depuis 2013 un format de rencontres d'échanges intitulé "Soirée Politique".

Ces rencontres d'échanges visent à participer activement à l'amélioration de la gouvernance publique dans les secteurs susmentionnés. C'est dans ce dessein que s'organise la première "Soirée Politique" de l'année 2025 sur le thème : « **Avènement de l'Alliance des États du Sahel (AES) : enjeux géopolitiques et sécuritaires pour la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Bénin** ».

En effet, le retrait des pays composant l'Alliance des États du Sahel (AES) de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) suscite de nombreuses interrogations et des débats notamment en ce qui concerne la stabilité géopolitique et sécuritaire des États membres de l'espace communautaire, y compris le Bénin. "Ce retrait pourrait impacter la coopération en matière de sécurité" principalement dans "le partage de renseignements", alertait déjà le Président de la Commission de la **CEDEAO**, Son Excellence Monsieur Omar Alieu Touray, lors du sommet d'Abuja sur l'Alliance des États du Sahel le 07 Juillet 2024.

Ce sujet revêt une importance capitale dans un contexte où les défis sécuritaires, économiques et politiques de la sous-région nécessitent une solidarité renforcée et des stratégies d'intégration harmonisées et adaptées. Il l'est encore avec davantage d'acuité, car selon l'Indice Mondial du Terrorisme 2024, les pays membres de l'AES font partie des dix pays les plus touchés par le terrorisme à travers le monde.

Point des échanges

« Printemps des coups d'Etat ». Sale temps pour la démocratie. Révolution. Souverainisme. Les adjectifs illustratifs sont multiples et varient selon les écoles et les appartenances militantistes.

Au sahel central, la résurgence des coups d'État qui a pris son envol du Mali a pris le soin de marquer des arrêts tactiques au Niger et au Burkina Faso. Ce nouvel ordre « **d'homme en Kaki** » n'est pas inédit pour la région, au regard de son passif en termes de coup d'État. Coïncidence, même les motifs ayant favorisé la naissance de ce nouveau paradigme régional sont issus de la même grosseur. Les discours d'après coups d'État s'accordent également. Cependant, la particularité de ce nouvel ordre réside dans une dynamique historique ancienne. Autrement dit, qu'ils s'agissent de : « **À bas l'impérialisme !** », « **Le colonialisme, à bas** », « **les valets locaux de l'impérialisme français, à bas !** », le discours était le même en 1977, au Bénin par exemple. Avec l'avènement des coups d'État au Sahel de 2020 à 2023, « c'est le même discours », mais « sous le couvert du souverainisme », analyse **Arifari Bako**.

Cette région du Sahel n'est pas que confrontée aux coups d'État ou au discours anti-occidental. D'ailleurs, les motifs ayant conduit à la prise du pouvoir par les militaires le confirment aussi bien. En effet, la menace terroriste qui y sévit depuis 2012 et les crises structurelles liées aux coups d'État en sont pour beaucoup. « Depuis 2011, ce sont de nouveaux facteurs exogènes, notamment la crise libyenne et le terrorisme, qui ont davantage fragilisé la région », précise à ce propos **Arifari Bako**.

Et la CEDEAO dans cette nouvelle dynamique régionale ?

La CEDEAO à l'épreuve

Bien que ce qui se passe au Sahel central aujourd'hui ne soit pas une révolution, la dynamique régionale actuelle a affaibli quelque peu les structures et commissions interétatiques existantes. Cela s'explique par la volonté manifeste des pays constituant l'Alliance des États du Sahel de quitter la CEDEAO. Pour **Arifari Bako**, « **les clivages idéologiques** » observés de 1975 à 1989, après la période révolutionnaire, n'ont pas conduit « à l'explosion des organisations d'intégration régionale ». Qu'y a-t-il donc ? « **Assistons-nous à une crise de maturité de la CEDEAO ?** » relance Expedit Ologou, modérateur de la **Soirée politique**.

Face à cette problématique, l'ancien Ministre des Affaires étrangères du Bénin, Arifari Bako, y voit plutôt « **une crise de leadership** ». Cette crise a débuté selon lui par « deux phénomènes ». Primo, « il y a la guerre civile de la Côte d'Ivoire gérée avec un bon leadership du Nigéria », expose l'ancien ministre. Toutefois, il fait remarquer que le Nigéria a manqué de vrais leaders après le départ d'Olusegun Obasanjo et d'Umaru Yar'Adua. Secundo, toujours selon l'ancien ministre des affaires étrangères du Bénin, l'instrumentalisation des commissions interétatiques pour servir les intérêts nationaux a accentué les dynamiques conflictuelles existantes. « Nous avons eu des leaders régionaux ayant utilisé la région pour des intérêts exclusivement nationaux, le Burkina Faso de Blaise Compaoré » illustre l'argumentaire avancé, argue à titre indicatif l'ancien ministre. « Si on doit rentrer dans certains détails de ce que nous vivons aujourd'hui, je pense que les trois pays de l'AES qui se retirent ont été ceux qui ont le plus contribué à la décrédibilisation et à la délégitimation de la CEDEAO plus que n'importe quel pays », poursuit ce dernier.

Nadia Nata ne partage pas à 100 % cet avis. Pour elle, « **la CEDEAO a peut-être failli quelque part** ».

En réalité, la création de l'Alliance des États du Sahel est due à la posture adoptée par la CEDEAO au lendemain des différents coups d'États qui ont eu lieu au Mali, au Burkina Faso et au Niger de 2020 au 26 juillet 2023. Plus loin, l'experte en gouvernance et sécurité, clarifie que « **les changements anticonstitutionnels et les troisièmes mandats portent** » aussi « atteinte à l'esprit et aux textes de la CEDEAO ». Le silence de cette dernière sape sa « légitimité de revendiquer l'application des textes lorsqu'il s'agit des coups d'Etat » enchaîne l'Experte.

Nouveaux paradigmes idéologiques

Du Sahel central aux pays côtiers ouest-africains, la menace terroriste met au défi les architectures de paix et de sécurité. Pour mieux contrer ce phénomène, il n'est plus un secret qu'il est nécessaire de conjuguer les efforts. Autrement dit, la coopération régionale est cruciale dans la résolution des conflits à configuration terroriste. Mais l'avènement de l'AES et du retrait des pays qui la constituent de la CEDEAO donnent matière à réflexion. Parce que « **la situation actuelle remet en cause l'ordre établi** », objecte **Nadia Nata**. Toutefois, elle reconnaît que ce qui passe n'est pas nouveau. En effet, pour elle, « l'AES n'est qu'une suite logique » de ce que « lorsqu'on ne trouve plus de réponse dans le creuset commun, habituel, on a tendance à créer une autre chose ».

Par ailleurs, la désolidarisation de ses États des initiatives comme le G5 Sahel illustre cette réalité. De plus, vu sous l'angle sécuritaire, « il y a des complications parce que la CEDEAO ne répond plus à la logique de l'architecture mise en place, où chacun a un rôle. C'est le principe de subsidiarité. » Ce n'est pas tout.

Outre la crise des institutions à laquelle nous assistons, il faut rappeler que les crises sécuritaires qui secouent nos pays trouvent leur essence dans la gestion fragmentaire de nos États.

« Malheureusement, depuis les indépendances », « le schéma est à peu près le même », affirme à ce propos **Nadia Nata**. Plus on s'éloigne de la capitale, moins on a la présence de l'État, dit-elle. L'avis de **Wuldath Mama** diverge de celui de **Nadia Nata**. Pour la journaliste, qu'il soit question de parler de gouvernance ou de sécurité, « au cœur de toutes ces questions se retrouve la question identitaire ».

Aujourd'hui, sur tous les continents, le même problème se pose. Cela se matérialise par la remise en cause de l'existant. C'est pareil chez nous. Dans cette perspective, **Wuldath Mama** croit que « **les grands questionnements idéologiques qui traversent aujourd'hui la sous-région sont également analogues à ce qui se passe en Europe et aux États-Unis.** C'est-à-dire : une crise du multilatéralisme. » À vrai dire, la journaliste distingue « **deux dynamiques centipèdes** ». D'une part, il y a le mondialisme et, d'autre part, le repli identitaire, le souverainisme qui, appliqué au continent noir, sera le panafricanisme. Cependant, il y a à rappeler qu'Antoine Lavoisier a peut-être raison en disant que : « **rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme** ». Parce qu'en ce qui concerne les luttes idéologiques d'hier à aujourd'hui, il n'y a que les formes d'appellation qui ont changé. Que ce soit le repli identitaire ou la dynamique souverainiste qui s'articule également sous le couvert du panafricanisme, « **quelque part, c'est un reflux de l'histoire** ». Nous sommes dans une forme de cycle.

Bénin, l'orphelin privé de paix

Les relations entre États sont régies par plusieurs modes et dynamiques. En effet, elles sont régies par « deux modes », simplifie **Arifari Bako**. On a d'une part, « la confrontation », un jeu à somme nulle où il y a un gagnant et un perdant. D'autre part, nous avons « la coopération », où les termes sont négociés et, en principe, tout le monde est gagnant. Cependant, dans la nouvelle dynamique sous-régionale, le Bénin perd beaucoup. Là, visiblement, c'est le jeu à somme nulle.

Par exemple, cela s'explique par le fait que le Bénin soit abandonné au triple point Bénin-Burkina-Faso-Niger. C'est d'ailleurs ce qui a laissé libre cours aux mouvements armés recourant au terrorisme pour perpétrer l'attaque la plus meurtrière que le Bénin ait enregistrée depuis 2019, le 8 janvier 2024. Cette « vulnérabilité tactique » fait que le Bénin est devenu isolé par rapport à ces pays, contextualise **Arifari Bako**. En vérité, par rapport à ces pays, le Bénin « se retrouve isolé diplomatiquement et du point de vue sécuritaire », poursuit ce dernier. Face à cet état de chose, il faille que nous redéfinissions nos relations avec les pays qui constituent l'AES.« Qu'elle soit reconnue par l'Union Africaine, les Nations-Unies ou pas, c'est une réalité sur laquelle, à court terme, nous devons compter pour assurer la sécurité de notre pays », trouve **Arifari Bako**. « Nous avons gagné à rétablir une coopération sécuritaire tout au moins avec ces pays », poursuit-il. Car aucun pays ne peut faire face à lui seul au terrorisme. Mieux, l'architecture géographique des pays côtiers ouest-africains et celle des pays du Sahel central indique bien la nécessité pour l'ensemble de ces pays de coopérer. Mais aujourd'hui, il faut reconnaître que l'hostilité entre les deux blocs vient « d'une remise en cause anti-démocratique de gouvernement constitutionnel et démocratique. **La première réponse que nous avons à donner, c'est de faire en sorte que la démocratie fonctionne chez nous** », propose l'ancien ministre des Affaires étrangères. Comme deuxième réponse, il suggère qu'il ne faut avoir peur, parfois, de paraître perdre la face lorsqu'il s'agit d'un péril national. Dans le même plumage, **Nadia Nata** croit que ce que les pays de l'AES « reprochent le plus au Bénin, c'est son excès de zèle, à vouloir à tout prix mettre en œuvre et exécuter les décisions de la CEDEAO ». Ce qui entrave la coopération régionale est le manque de confiance. Sinon, il n'y a aucun intérêt à œuvrer à ce que les relations difficiles entre l'AES et le Bénin perdurent. Parce que la stabilité régionale dépend de la bonne santé des relations bilatérales et multilatérales avec ces pays.

Pour de bonnes relations entre voisins, il faudrait que chaque pays mette de côté son ego. Car, ce qui se passe entre les pays de l'Aes et le Bénin « est une guerre d'ego » déclare Nadia Nata.

Perspectives et grandes résolutions

La résolution des conflits à configuration terroriste nécessite une approche holistique et inclusive. Autrement dit, même les jeunes ont un rôle à jouer. Toutefois, **Wuldath Mama** trouve qu'ils ne sont pas « tributaires de certains carcans ». Ce qu'ils peuvent, « c'est peut-être la capacité à imaginer autre chose ». Tout juste, parce qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. De fait, même pour les jeunes, « certains sont prisonniers du système, dans la façon de penser, de réfléchir et dans leur façon de projeter des solutions et de les imaginer », avance la journaliste. « On ne peut rien sans la jeunesse et les femmes », rappelle **Nadia Nata**. Dans ce cas-ci, pour faire avancer les choses, « il faut oublier les questions intergénérationnelles ». Il ne s'agit pas de créer d'autres conflictualités entre les générations d'hier et d'aujourd'hui, mais de donner la chance à toutes et tous d'être utiles à la construction de la nation. **Arifari Bako**, n'est pas contre ce raisonnement, il attire néanmoins l'attention de tous sur le fait que « chaque pays avec son contexte ». Il faudra à cet effet tenir compte des réalités socio-culturelles et anthropologiques des sociétés. Avant de clore sa prise de parole, il invite à ne pas prendre « l'imprévisibilité comme un modèle ». Le modèle, qu'il soit prévisible ou imprévisible, **Nadia Nata**, discourt qu'« on doit impliquer les jeunes et les femmes ». Dans le même sens, **Abdoulaye Imorou**, sociologue et participant à la Soirée politique, analyse qu'au Bénin et dans la sous-région ce qui se passe est également dû à « la négligence de la jeunesse ». Et donc des autorités. En s'appuyant sur le cas béninois, ce dernier évoque un parallélisme à établir depuis les violences électorales qui ont éclaté lors des élections législatives de 2019.

Pour lui, nous devons prendre garde aux successions d'évènements ayant eu lieu de 2019 à aujourd'hui.

De l'alliance des États du Sahel vers les États-Unis, les crises sont les mêmes. Ce qui se passe est l'illustration parfaite de ce qu'il y a « une défiance vis-à-vis des élites ». Quant à la jeunesse qui est au cœur de tout ce qui se passe, « il faut arrêter le recyclage narratif ». Pour Nicholas Machiavel, « tout est politique ». Assurément, la politique s'intéresse à tout. **Nadia Nata** n'a pas infirmé cette justification. Par contre, pour elle, « la volonté politique est capitale » dans toutes initiatives politiques. Elle arrime le fond de sa pensée au fait qu'on a obligatoirement besoin d'une volonté politique pour impulser « une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme ». En matière de coopération entre États, il y a lieu de recourir également à la volonté politique. Et donc, pour apaiser les tensions entre le Bénin et les pays membres de l'AES, les deux parties doivent mettre de côté leur différend.

Somme toute, pour **Nadia Nata**, « on n'a pas à abandonner la CEDEAO » malgré ces faiblesses. Pour ça, il nous faut de la volonté politique. **Arifari Bako**, à la suite de Nadia Nata, reconnaît que « **le pessimisme de la CEDEAO n'est pas une chance** ». Si cela persistait, on risque « **un nouveau recommencement** », a-t-il alerté. Il n'est pas interdit de former des confédérations au sein de la CEDEAO.

Qu'on le veuille ou non, l'AES est un bloc géopolitique avec lequel il faudra conjuguer les efforts de paix et de stabilité pour plus de sécurité dans notre région.



